



Termes de référence

Recrutement de consultants pour l'élaboration d'un plan d'action exécutif sectoriel pour la prévention des enfants et des familles des risques liés à la drogue

1. Contexte et Justification de la consultation :

Dans un monde en perpétuelle mutation, les transformations sociales, économiques et culturelles bouleversent profondément les dynamiques individuelles et collectives. Ces changements, souvent rapides et imprévisibles, redéfinissent les repères, les normes et les appartenances. Ce sont les jeunes générations, en particulier, qui se trouvent au cœur de ces secousses. Confrontées à des transitions souvent brusques, voire inévitables, elles en portent les marques, sous forme de séquelles psychologiques, sociales et identitaires durables.

Dans ce paysage en recomposition, la question des addictions et de la consommation de drogues chez les jeunes prend une place centrale. À l'échelle mondiale comme dans les pays arabes, les chiffres sont alarmants. En Tunisie, le phénomène connaît une évolution rapide : diversification des substances, baisse inquiétante de l'âge de première consommation, banalisation de certains produits, détresse psychologique croissante, et inadéquation persistante des services de prévention, d'accompagnement et de réinsertion.

Selon les résultats du MICS 2023 (Enquête par grappes à indicateurs multiples sur la situation de la mère et de l'enfant), la consommation de tabac chez les adolescents tunisiens âgés de 15 à 19 ans est estimée à 16,5 %, contre 0,8 % chez les adolescentes. L'usage de l'alcool touche 0,6 % des adolescents. Quant à la consommation de drogues, elle reste difficile à mesurer de manière précise, en raison du manque d'informations fiables, du tabou social, et de l'insuffisance des services spécialisés accessibles aux jeunes.

Ce phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il touche désormais des enfants dès l'âge de 10 à 12 ans, souvent en lien avec des facteurs aggravants : déscolarisation, précarité, violence

familiale, oisiveté, pression des pairs, exposition à des environnements à risque, ou encore absence de cadre parental structurant.

Ces vulnérabilités s'enracinent dans un environnement social fragilisé, marqué par la pauvreté, le manque de dialogue familial, l'exposition à la violence ou aux réseaux de trafic, et l'insuffisance des dispositifs de soutien.

Les réponses actuelles, souvent limitées à l'approche répressive ou strictement médicale, s'avèrent insuffisantes face à un phénomène aussi complexe, enraciné et multiforme.

Il devient donc urgent de penser une réponse globale, multidimensionnelle et centrée sur la protection des enfants et des adolescents.

Une réponse qui traite la consommation de drogues comme un indicateur d'un malaise plus large, et non comme une simple déviance à corriger. Cela implique de travailler sur les causes, les contextes, les vulnérabilités, mais aussi sur les ressources, les facteurs de résilience, les espaces de prévention et d'accompagnement.

C'est dans cette optique le ministère de la Famille de la Femme de l'Enfance et des Seniors envisage l'élaboration **d'un plan d'action exécutif sectoriel pour la prévention des enfants et des familles des risques liés à la drogue**, centré sur la jeunesse, co-construit avec les parties prenantes (acteurs institutionnels, société civile, professionnels de terrain, communautés locales), et appuyé par une équipe pluridisciplinaire.

Ce plan visera à agir en amont, à travers la sensibilisation, le renforcement des compétences psychosociales, le soutien familial, l'éducation à la santé et à la citoyenneté, l'amélioration des conditions de vie et d'apprentissage et aux changements de comportements dans la société.

2. **Objectif de la mission :**

Élaborer un plan national/local exécutif sectoriel de prévention de la consommation de drogues chez les enfants et les adolescents, basé sur une approche intégrée, participative et axée sur la protection et le bien-être des enfants et au rôle des familles.

3. **Objectifs spécifiques :**

- Identifier les facteurs de risque et de protection sur les plans individuel, familial, scolaire et communautaire.
- Proposer des stratégies de prévention efficaces, basées sur les données probantes et les bonnes pratiques.

- Élaborer un plan d'action national opérationnel et sectoriel, fondé sur les réalités du terrain, intégrant les dimensions psychologiques, sociales, économiques et culturelles, avec un calendrier de mise en œuvre et des indicateurs de suivi clairs.

4. Profils recherchés

Consultant 1 : Sociologue : pour analyser les dynamiques sociales, les pratiques collectives, les environnements de consommation, les logiques d'exclusion, et les représentations socioculturelles liées aux drogues ;

- Diplôme universitaire (Master ou Doctorat) en sociologie ou disciplines connexes.
- Expérience confirmée (au moins 5 ans) dans les études sociales liées à la jeunesse, aux addictions ou aux comportements à risque.
- Expérience dans la conduite de recherches qualitatives et quantitatives.
- Excellentes capacités d'analyse et de rédaction.

Consultant 2 : Spécialiste en santé mentale : pour explorer les vulnérabilités individuelles, les facteurs psychiques et émotionnels, les besoins de soutien, et les stratégies de prévention et de prise en charge adaptées aux jeunes publics.

- Diplôme universitaire en psychologie, psychiatrie, santé publique ou discipline connexe.
- Minimum 5 ans d'expérience dans la prise en charge ou la prévention des troubles liés à la consommation de substances psychoactives.
- Bonne connaissance des approches de santé mentale communautaire, en particulier chez les enfants et adolescents.
- Maîtrise des politiques de santé mentale et de protection de l'enfance.

Le croisement de ces expertises permettra de construire un plan ancré dans la réalité, sensible aux besoins des enfants et des adolescents, et fondé sur des principes de prévention précoce et de coordination intersectorielle.

Compétences transversales attendues dans l'équipe :

Les deux expert (e) s doivent avoir déjà collaboré sur des travaux en lien avec les addictions ou les problématiques de jeunesse vulnérable, démontrant ainsi leur

capacité à croiser leurs approches et à produire ensemble une analyse interdisciplinaire cohérente et opérationnelle.

Ils/elles devront également :

- Démontrer une aptitude à co-construire des outils d'analyse et de planification, en collaboration avec les parties prenantes ;
- Produire des livrables synthétiques, accessibles et adaptés, incluant un plan d'action et un résumé exécutif en arabe et en français ;
- Maîtriser l'animation d'ateliers participatifs impliquant une diversité d'acteurs ;
- Adopter une posture éthique, inclusive et ancrée dans les réalités du terrain ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données personnelles des enfants et des familles, dans le respect des lois nationales et des standards éthiques en vigueur ;
- Collaborer étroitement avec les équipes du Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors ;
- Faire preuve de rigueur, d'un sens éthique élevé et d'un engagement constant en faveur de l'intérêt supérieur de l'enfant.

5. Livrables :

5.1 Plan de prévention détaillé (en arabe et en français) avec :

- Objectifs stratégiques et opérationnels
- Interventions proposées par groupe cible
- Acteurs impliqués et mécanismes de coordination
- Indicateurs de suivi et évaluation

5.2 Un résumé exécutif en arabe et en français

5.3 Présentation du plan aux parties prenantes.

6. Durée de la mission :

La mission est prévue pour une durée de 60 jour calendaire, répartis comme suit :

Identification des risques : 10 jours

Élaboration du plan : 30 jours

Présentation du plan : 2 jours

Résumé et rapport de la mission : 8 jours

Révision et validation : 10 jours

7. Modalités de soumission :

Les consultants intéressés (en binôme ou individuellement avec une proposition de partenariat) sont invités à soumettre :

- Une offre technique (comprenant CV, méthodologie proposée, chronogramme, références)
- Une offre financière détaillée

8. Critères de sélection :

Expérience pertinente	30%
Méthodologie proposée	30%
Pertinence des profils	20%
Coût de l'intervention	20%